

Une reprise sous tension(s)

Le redressement de l'économie mondiale s'accompagne de difficultés d'ajustement de l'offre par rapport à la demande, un phénomène qui touche aussi le Luxembourg. Les pressions sur les prix à la production et à la consommation sont par ailleurs renforcées par l'accélération des tarifs de l'énergie.

Le rebond de l'activité à l'échelle mondiale s'accompagne de tensions sur l'appareil productif. Dans la production de biens en particulier, l'offre peine à suivre la demande du fait de difficultés d'approvisionnement pour différents matériaux ou matières premières. Ceci provoque des goulets d'étranglement dans les chaînes de production ainsi qu'une forte hausse des prix des intrants (qui se répercute ensuite sur les prix "sortie d'usine"). Les difficultés d'approvisionnement tiennent à la fois aux pénuries de matériaux mais aussi à des phénomènes de saturation dans la chaîne logistique. Le fret maritime mondial en particulier fait face à de fortes tensions [c'est la "course aux containers", avec des fortes hausses de prix en la matière¹], et de nombreux ports des économies avancées se retrouvent engorgés par les navires du fait d'entrepôts bien remplis que peinent à vider les transporteurs routiers.

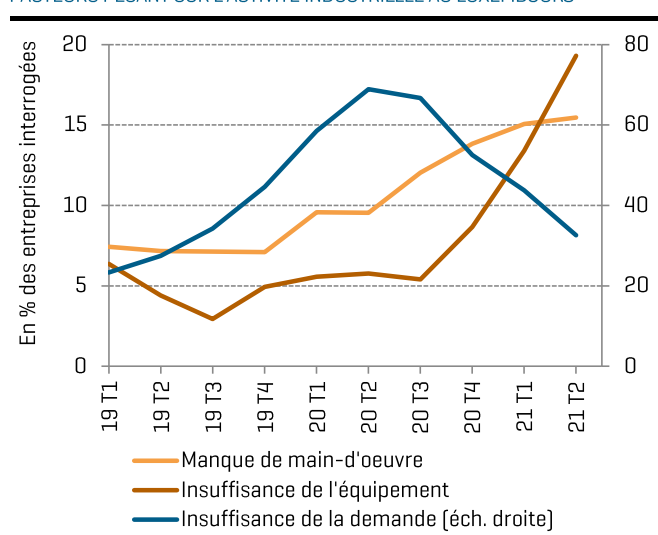
En Europe, ces difficultés d'approvisionnement touchent en particulier l'Allemagne et en premier lieu son industrie automobile [via le manque de puces électroniques]. Mais plus largement, la plupart des domaines de l'industrie en font les frais, à des degrés divers. Au Luxembourg, la production industrielle avait fortement rebondi au 3^e trimestre 2020, mais elle tend depuis à se stabiliser et a même repris une tendance légèrement baissière depuis l'été 2021. La confiance des industriels a pourtant continué à s'améliorer sur cette période, notamment grâce à l'évolution favorable des carnets de commandes.

Ce n'est donc pas la demande qui semble poser problème, mais plutôt les moyens de la satisfaire. A l'instar des autres industriels européens, ceux du Luxembourg témoignent cette année d'une insuffisance croissante de l'équipement et de stocks très faibles², mais aussi de difficultés de recrutement accrues et de prix de vente en hausse³. Le secteur de la construction est aussi largement concerné par ces problèmes d'approvisionnement, avec une pression à la hausse sur les prix des intrants et des prestations⁴, et les difficultés de recrutement [encore plus marquées que dans l'industrie]. Une enquête spécifique menée par la Chambre des Métiers⁵ montre que la pénurie de matériel et de marchandises affecte surtout les secteurs de la construction [60% des entrepreneurs interrogés] et de la mécanique [50%], et se concrétise avant tout par un allongement des délais de livraison et une hausse des prix de vente.

¹ Le Baltic Dry Index, indice de référence pour le coût du transport de fret maritime a atteint un sommet au début d'octobre (il s'est légèrement replié depuis).

² En septembre [dernière enquête disponible], les industriels témoignent cependant d'une remontée significative de leurs stocks, reste à voir si ce mouvement sera confirmé en octobre.

FACTEURS PESANT SUR L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU LUXEMBOURG



Source: STATEC (enquêtes de conjoncture - données lissées sur 3 trimestres)

Pressions accrues sur l'énergie

La reprise actuelle s'accompagne aussi d'une demande accrue en ressources énergétiques, ce qui n'a rien de surprenant en soi. Mais là encore, pour diverses raisons [baisse de la production de pétrole aux Etats-Unis, réorientation de la Chine vers le pétrole et le gaz au détriment du charbon, baisse des livraisons de gaz russe vers l'Europe, entre autres] l'offre a du mal à suivre la demande et les prix s'en ressentent largement. Ceux du pétrole, et du gaz naturel encore davantage, ont fortement augmenté au cours des derniers mois et rien n'indique que ce mouvement soit arrivé à terme. Viennent se rajouter à cette inadéquation de l'offre à la demande des effets haussiers liés aux politiques de "décarbonisation" de l'économie. Ces derniers ne constituent cependant qu'une part relativement faible de la hausse constatée actuellement pour les carburants, le mazout, le gaz et l'électricité.

Cette hausse de l'énergie vient renforcer encore davantage les pressions sur les prix à la production [en particulier de l'industrie] et à la consommation. La remontée de l'inflation, qui il y a encore quelques mois était plutôt envisagée comme un phénomène transitoire [notamment par la Banque centrale européenne], semble ainsi prendre un caractère plus durable, susceptible de peser sur les perspectives de croissance.

³ Les prix à la production des produits industriels affichent une progression de 5.2% sur un an sur les 8 premiers mois de 2021 [contre -2% en 2020].

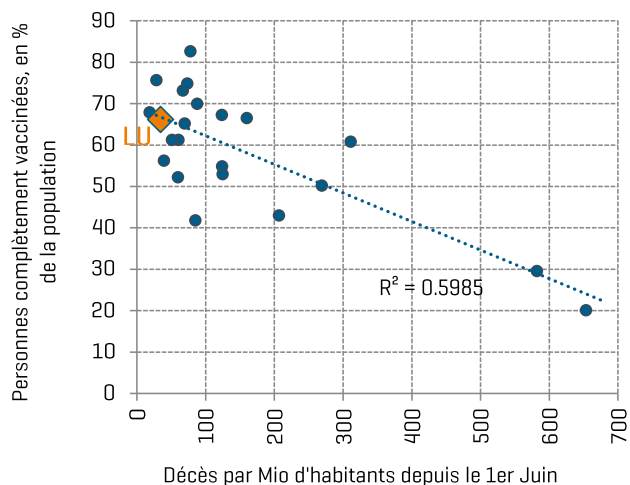
⁴ Cf. Conjoncture Flash de juillet 2021.

⁵ "L'Artisanat au 2^e trimestre 2021: La pénurie de matériel pèsera-t-elle sur la relance de la construction et de la mécanique ?", Chambre des Métiers, juillet 2021.

International

La pandémie du Covid-19 entre dans son 2^e automne

RELATION ENTRE VACCINATIONS ET DÉCÈS LIÉS AU COVID-19



Source: ourworldindata.org

Données au 16/10/21, pays dans l'échantillon: AUT, BEL, BGR, HRV, CZE, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, IRL, ITA, LVA, LUX, MLT, NOR, POL, ROU, SVK, SVN, CHE, GBR

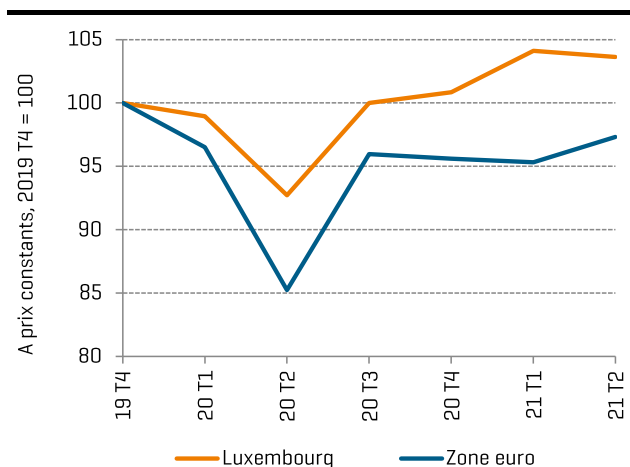
Si les infections, les hospitalisations et les décès dus au Covid-19 sont à nouveau en hausse depuis la fin de septembre, les taux de vaccination le sont aussi. Jusqu'à présent, les pays avec des taux de vaccination élevés n'enregistrent pas de chiffres élevés de décès, ni d'hospitalisations. En Allemagne, environ 8 patients sur 10 en soins intensifs à cause du Covid-19 ne sont pas vaccinés. Ce chiffre est d'autant plus remarquable que plus de 65 % de la population est déjà vaccinée [et encore plus si l'on ne tient compte que de la population adulte].

De fait, on observe une relation fortement négative entre la part de la population entièrement vaccinée et le nombre de décès dus au Covid-19 depuis le 1^{er} juin, dans 23 pays européens. Les pays qui ont enregistré le plus grand taux de décès depuis le 1^{er} juin sont la Bulgarie et la Roumanie, deux pays où les taux de vaccination sont très bas. Toutefois, depuis la fin du mois de septembre, le taux de nouvelles vaccinations en Roumanie est monté en flèche, tout comme en Bulgarie quelques semaines plus tard.

Activité

Léger reflux de l'activité au 2^e trimestre

PIB EN VOL., LUXEMBOURG VS. ZONE EURO



Sources: Eurostat, STATEC

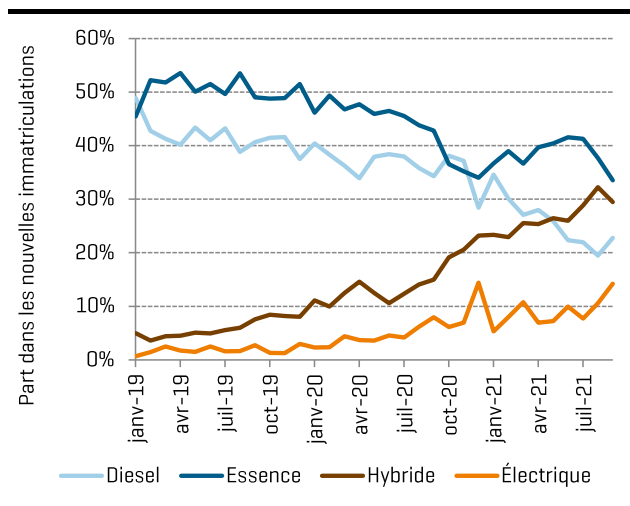
Au 2^e trimestre 2021, le PIB a enregistré un repli de 0.5% sur un trimestre, à l'inverse du fort rebond observé dans l'ensemble de la zone euro [+2.1% sur un trimestre]. Ce sont surtout les services de transports qui contribuent à ce mouvement. Par ailleurs, la contribution des services financiers et des services d'information et de communication a été bien moins positive que sur les trimestres précédents.

Il est important de noter qu'au cours du 4^e trimestre 2020 et du 1^{er} trimestre 2021, l'activité dans les services financiers et non financiers avait été très soutenue au Luxembourg, débouchant sur une croissance trimestrielle du PIB de respectivement +0.8 et +3.2% et ce alors que l'ensemble de la zone euro était en récession. De ce point de vue, la baisse de 0.5% au 2^e trimestre ressemble davantage à une correction qu'à une véritable rechute. A l'issue de ce trimestre, le PIB luxembourgeois se situe à 3.5% au-dessus de son niveau d'avant-crise [4^e trimestre 2019], alors que celui de la zone euro est encore inférieur de 3% à celui-ci.

Consommation

L'électrique gagne du terrain, malgré la crise de l'offre

NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources: SNCA, STATEC

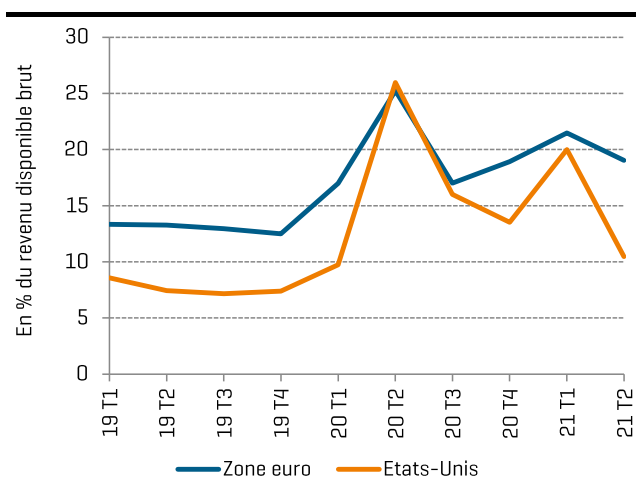
La part des voitures électriques et hybrides dans les nouvelles immatriculations au Luxembourg a atteint respectivement 14% et 30% en septembre. Les voitures électriques et hybrides représentent désormais environ 2% et 5% du parc automobile luxembourgeois. Au premier semestre 2021, 8% des nouvelles immatriculations luxembourgeoises étaient électriques, contre près de 7% dans l'UE dans son ensemble.

Si la demande de voitures électriques augmente dans l'UE, le nombre d'immatriculations totales ralentit. Au cours de l'été 2021, les immatriculations au Luxembourg et dans l'UE étaient en baisse de 25% sur un an. Alors que l'industrie automobile s'est remise de la crise sanitaire, les goulets d'étranglement de l'approvisionnement en semi-conducteurs [le cœur des puces électroniques] paralysent des grandes parties de l'industrie automobile et entraînent d'importants retards de livraison, affectant surtout le niveau d'immatriculations de voitures thermiques. Ainsi, tandis que les immatriculations de voitures électriques et hybrides étaient en hausse pendant l'été [+30% et +60% sur un an], celles de voitures diesel et essence ont accusé une baisse significative [-55% et -35%].

Épargne

L'épargne reste élevée en zone euro

TAUX D'ÉPARGNE BRUT DES MÉNAGES



Sources: Bureau of Economic Analysis, Eurostat

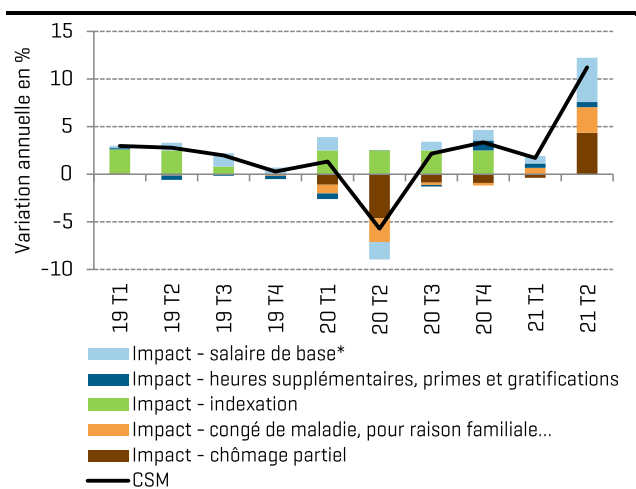
Le taux d'épargne des ménages en zone euro a légèrement diminué entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2021 (de 21% du revenu disponible à 19%), grâce au relâchement des restrictions sanitaires et à la reprise de la consommation (+4% sur un trimestre). Il reste toutefois élevé par rapport à son niveau précédant la crise sanitaire (13% en 2019). L'Allemagne, les Pays-Bas et la France affichent encore de forts taux d'épargne (de resp. 24%, 23% et 21%), contrairement à l'Espagne et au Portugal (9%). Au Luxembourg, l'épargne accumulée sur les comptes courants a continué de progresser de 2% entre le 1^{er} et le 2^e trimestre (+8% sur un an, gonflant le surplus d'épargne à 1.8 Mia EUR en juin).

La réduction du taux d'épargne est bien plus marquée aux Etats-Unis, où il ne s'élève plus qu'à 10% au 2^e trimestre, proche de son niveau d'avant-crise. Le rebond observé au 1^{er} trimestre résultait du versement des prestations sociales de l'American Rescue Plan Act en mars 2021. La consommation des ménages américains n'a pas fléchi depuis le 3^e trimestre 2020, alors que les restrictions sanitaires à l'hiver dernier en zone euro ont conduit à une réduction des dépenses de consommation des ménages européens.

Salaires

Contrecoup sur les coûts salariaux

COÛT SALARIAL MOYEN AU LUXEMBOURG



* Y compris l'éventuel non-paiement de la part salariale dépassant la prise en charge de l'Etat du chômage partiel (80% du salaire, plafonné à 2.5 fois le SSM).
Sources: STATEC (comptes nationaux), IGSS

Au 2^e trimestre 2021, le coût salarial moyen (CSM) a augmenté de 11% sur un an au Luxembourg. Cette forte progression intervient en contrecoup de la baisse observée un an auparavant, où une large partie de la masse salariale avait été remplacée par des prestations sociales (chômage partiel, congé pour raisons familiales extraordinaires).

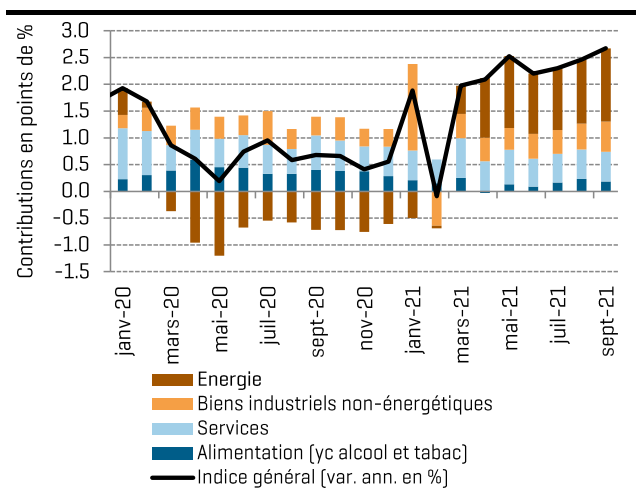
Par rapport au niveau pré-crise (T4 2019), le CSM a augmenté de 4.3% au 2^e trimestre 2021. La plus forte hausse provient des services de transports et entreposage (via une hausse à caractère isolé des primes et gratifications), suivis des activités immobilières, des services d'information et communication et des services aux entreprises. L'Horeca, où 12% de l'effectif restait encore au chômage partiel à la mi-2021, note par contre une baisse importante (-15%).

L'indexation des salaires au 1^{er} octobre 2021, ainsi que le manque de main-d'œuvre, voire l'inadéquation grandissante entre l'offre et la demande de travail, devraient à court terme renforcer les pressions salariales.

Inflation

Une inflation "pleine d'énergie"

CONTRIBUTIONS À L'INFLATION AU LUXEMBOURG



Source: STATEC

Au Luxembourg, l'inflation s'élève à 2.7% sur un an en septembre, dont 1.4 point de % sont attribuables à la remontée des prix de l'énergie, ou plus précisément des prix pétroliers (le prix de l'électricité reculant encore légèrement sur un an). Les carburants fossiles (près de +30% sur un an en septembre) et le mazout (+74%) contribuent chacun de 0.6 point de % à l'inflation, le renchérissement du gaz (+18%) rajoute 0.2 point de %. Si le redressement des prix de base du pétrole et du gaz naturel en est la source principale, 0.3 point de % sont liés la taxe CO₂ introduite au 1^{er} janvier 2021. L'impact des prix de l'énergie sur le taux d'inflation pourrait rester élevé sur les prochains trimestres dans le cas de hausses conséquentes sur le prix du gaz et de l'électricité (qui s'annoncent sur les marchés de gros).

L'inflation hors énergie reste encore relativement contenue et n'accélère que légèrement, vers 1.4% en septembre. Les prix des services devraient toutefois être stimulés dès octobre par la nouvelle tranche indiciaire. Par ailleurs, la hausse des prix à la production pourrait se répercuter sur les prix à la consommation de biens manufacturés.

Finances publiques

RECETTES FISCALES (EN BASE CAISSE) ET COTISATIONS SOCIALES

	2021 - 9 mois	Evolution 21/20	Evolution 21/19
	En Mio EUR		En %
Impôts sur les ménages	5 256	18.8	22.6
TVA	3 446	24.8	16.5
Impôts sur les sociétés	2 414	10.0	-18.0
Droits d'accise	1 226	17.0	4.3
Taxe d'abonnement	942	21.4	22.7
Autres	1 412	18.4	9.9
Recettes fiscales totales	14 696	18.6	9.6
Cotisation sociales*	8 116	3.5	7.8

* Données sur le 1^{er} semestre, produites selon l'optique SEC2010 des comptes nationaux.

Sources: Administrations fiscales, IGSS, STATEC

Les rentrées fiscales restent élevées

Au 3^e trimestre 2021, le total des impôts collectés par l'État s'est stabilisé à un niveau proche de ceux des deux premiers trimestres (données désaisonnalisées). À l'issue des 3 premiers trimestres, les recettes fiscales progressent ainsi de près de 20% de sur un an – ce qui s'explique en partie par la baisse de l'activité au plus fort de la pandémie – mais encore de 10% par rapport à 2019.

La plupart des catégories d'impôts sont positivement orientées, mais pas toutes. Les impôts sur les sociétés, bien qu'en progression par rapport à 2020, ont encore marqué le pas au 3^e trimestre et affichent après 9 mois un recul de 18% par rapport aux encaissements – certes très élevés – de 2019. Au total, l'année devrait se solder par une forte progression des recettes fiscales (acquis de croissance de 16% en cas de stabilisation au niveau du 3^e trimestre). La tranche indiciaire d'octobre 2021 devrait en outre stimuler les impôts sur les ménages, de même que les cotisations sociales. Ces dernières [+5.2% en 2020] se sont accrues de seulement 3.6% sur un an au 1^{er} semestre 2021 ce qui va peser sur la croissance des recettes publiques totales pour 2021, compte tenu de leur poids élevé.

Tableau de bord

	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-0.1	-3.1	17.6	40.8	20.2	11.3	1.8	...	...	6.0	-10.5
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-10.8	-5.3	53.9	99.1	0.7	3.7	-5.5	...	...	-0.5	-0.9
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-2.0	10.6	26.5	56.9	15.1	4.6	0.8	...	...	3.2	8.0
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.9	-0.1	2.0	2.1	2.5	2.2	2.3	2.5	2.7	2.5	0.7
Inflation sous-jacente	2.5	-0.1	1.5	1.0	1.2	1.1	1.2	1.3	1.4	1.3	1.6
Indice des produits pétroliers	-8.4	0.4	13.0	28.9	35.5	28.6	28.3	29.9	34.6	30.9	-14.9
Indice des prix à la production industrielle	-1.4	1.4	3.6	3.0	2.7	4.5	11.0	16.8	...	10.7	-0.1
Indice des prix à la construction ¹	4.1	4.1	4.1	5.2	5.2	5.2	...	...	...	5.2	3.2
Coût salarial moyen par personne (CNT)	1.7	1.7	1.7	11.2	11.2	11.2	...	...	...	23.3	-5.7
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	-6.6	-3.1	19.1	41.4	19.8	12.4	...	...	...	23.3	-21.6
Importations de biens en volume	-5.7	-0.3	21.1	52.7	31.1	14.4	...	...	...	30.8	-23.8
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	1.5	1.5	3.2	4.1	3.4	3.5	3.1	3.0	3.2	3.1	1.7
Emploi national	0.9	1.0	2.1	2.8	2.4	2.7	2.3	2.2	2.3	2.2	1.4
Taux de chômage [en % de la population active, cvs, ADEM]	6.4	6.2	6.1	6.1	5.9	5.7	5.6	5.6	5.5	5.6	6.5

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2020 T4	2021 T1	2021 T2
Zone euro - Croissance en vol. du PIB [Commission européenne]	-3.5	-11.7	12.6	-0.4	-0.3	2.2
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	-1.0	-6.3	7.9	0.8	3.2	-0.5
	Variation annuelle en %					
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	2017	2018	2019	2020	Prévision 2021	Prévision 2022
	1.3	2.0	3.3	-1.8	6.0	3.5
PIB en valeur 2020: 64 221 Mio EUR						
Salairé minimum mensuel [depuis le 01/10/2021]: 2 256.95 EUR						
Balance courante [T2 2021]: 636 Mio EUR						
Population résidente [01/01/2021]: 634 730						
	Indice des prix à la consommation [09/2021] - base 1 ^{er} janvier 1948: 902.29					
	Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1 ^{er} janvier 1948 [09/2021]: 896.23					
	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 2023					

STATEC
info@statec.etat.lu
(+352) 247-84219
www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
Bastien Larue
Bastien.Larue@statec.etat.lu
(+352) 247-84339

Cathy Schmit
Cathy.Schmit@statec.etat.lu
(+352) 247-88459

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source